Think Tanks : le virus ultralibéral qui contamine nos dirigeants

Jacques Littauer & Natacha Devanda, *Charlie-Hebdo*, 28 mai 2020

Le principe des think tanks est simple : étouffer la pensée, rogner la diversité, pour créer un «consensus» médiatique et politique. Ces «laboratoires d'idées» épargnent aux animateurs de talk-shows et aux ministres cette désagréable activité : travailler. Grâce à eux, qu'il s'agisse de pénuries de logements ou d'intoxications alimentaires, une note de deux pages, avec des mots en gras, arrive dans leur boîte mail, gratis.

Exit les universitaires, avec leurs concepts abscons et leur refus de se plier à « l'actu ». On ne va quand même pas lire leurs livres ! Et tant pis si les livres de vulgarisation écrits par des historiens, des sociologues, et même des économistes, s'empilent à la Fnac, et si ces derniers réussissent à présenter leur thèse de doctorat en cent quatre-vingts secondes. Exit aussi, et surtout, les principaux intéressés. Avec l'épidémie de sida, les médecins se sont découvert des patients qui connaissaient mieux leur pathologie qu'eux. Aujourd'hui, c'est la même chose dans de nombreux domaines. La Fondation Abbé-Pierre connaît, concrètement, quotidiennement, le mal-logement ? Au mieux, les télés et radios évoquent en vingt-quatre secondes son rapport annuel, en soulignant qu'il s'agit d'une « ONG ». Pas d'« experts ».

« Expert ». Le mot est lâché. Dans ces think tanks, ils ont tous les mêmes origines sociales, sont très souvent parisiens et ont fréquenté les mêmes écoles de banlieue : HEC, Sciences Po, l'ENA. Ils n'ont jamais lu ni Durkheim, ni Weber, ni Keynes ni même Smith, sans parler de Marx, beurk ! Impossible de penser sans eux ? Pas grave, le prêt-à-ne-pas-penser suffit.

Avec les think tanks, le ring de la pensée a pour points cardinaux l'Institut Montaigne, Terra Nova, la Fondapol et, au mieux, la Fondation Jean-Jaurès. Ils sont d'accord sur l'essentiel : ce qu'il ne faut surtout pas faire. Par exemple, combler le déficit public avec des impôts plus élevés sur les hauts revenus et le patrimoine. Ou résoudre le problème des retraites en accroissant les cotisations sociales, comme on l'a fait avec succès depuis la création du système.

Quel que soit le problème, des solutions réalistes sont avancées depuis des années par des associations, des syndicats, des chercheurs. Mais non ! Il est tellement plus marrant de faire flipper tout le monde avec le « déficit » des retraites. Surtout dans le contexte de la « mondialisation » et de l'« Europe », auxquelles ces experts Diafoirus ne comprennent rien, mais qu'ils invoquent à tour de bras pour mettre toute solution progressiste hors de portée. Avant de s'étonner que la population les rejette de plus en plus…

Leur cible préférée, c'est l'État. Quand on les croise dans les couloirs des radios et des télés, ils parlent des conditions désastreuses dans lesquelles travaillent les profs du collège de leur fille, ou du délabrement du métro. Mais une fois sous la lumière des plateaux, ils mitraillent les « impôts confiscatoires ». L'illuminée en cheffe, c'est Agnès Verdier-Molinié, la directrice de l'Ifrap. Elle a réuni trois potes dans un « institut » totalement bidon pour dire tout le temps la même chose, et elle trouve moult journalistes, y compris dans le service public, pour parler de son Ifrap comme d'un « institut de recherches ». Curieux de voir ce qui se passerait si la CGT maniait une aussi grosse ficelle…

Une fois l'entourloupe faite, la faussaire n'a plus qu'à détailler ses plans. On manque de bras à l'hôpital ? Agnès proposait l'an dernier de ne remplacer que deux départs sur trois, dans le cadre d'un vaste plan de ratiboisage de 60 milliards d'économies ! Et loin d'être démontée par le Covid, elle appelle à des baisses d'impôts sur les entreprises tellement énormes qu'elles feraient exploser comme jamais la dette publique, mais vous comprenez, c'est pour la croissance et l'emploi.

Agnès and Co dépeignent notre pays comme une exception absolue. Mais saviez-vous que les dépenses de retraite et de santé sont aussi élevées aux États-Unis qu'en France ? La vraie différence, c'est que là-bas elles sont privées, inégalitaires et très inefficaces. Saviez-vous qu'il y a plus de fonctionnaires par habitant dans les pays nordiques, pays classés parmi les plus compétitifs au monde par le Forum de Davos ? Sans oublier ces rapports du FMI qui s'alarment depuis des années de la baisse de la part des salaires dans la richesse, ces Prix Nobel d'économie qui critiquent les excès de la finance depuis plus d'une décennie5.

Mais si ces think tanks prospèrent, c'est aussi parce que trop de citoyens s'autodisqualifient de la discussion économique. Comme l'écrivait Bernard Maris dans son Antimanuel d'économie, c'est ce « *oh moi, l'économie j'y comprends rien* » qui permet à l'autoproclamé expert de « *distiller quelques* « idées d'évidence » *dans l'opinion : la fonction publique est inefficace, la santé coûte cher,* […] *les entrepreneurs* [seuls] *créent la richesse* ». Contre ces fausses évidences, une seule solution : s'informer. Parce que c'est quand même nous qui avons raison, hein.

L'Institut de l'entreprise : La prof d'éco est P-DG

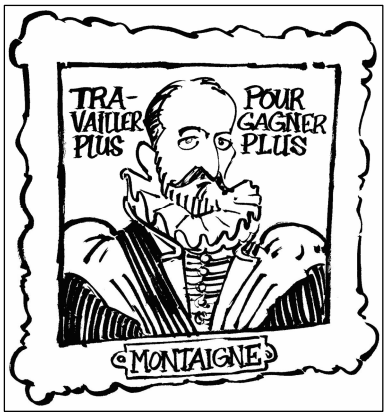
La mission de l'Institut de l'entreprise ? Lutter contre l'emprise du marxisme-léninisme sur l'Éducation nationale, afin de promouvoir « la culture économique » et le « désir d'entreprendre ». Des partenariats sont noués avec l'Éducation nationale, comme ces « Entretiens enseignants-entreprises » tenus au lycée Henri-IV, qui permettent à la plèbe enseignante – profs d'économie et de gestion, mais aussi d'histoire-géo, et même de sciences naturelles – de côtoyer, pas trop près quand même, des universitaires prestigieux et des patrons superstars. Côté programmes officiels, les choses sont simples : trois membres hyperréacs de l'institut ont longtemps siégé au conseil chargé de les rédiger. Résultat : les lycéens n'entendent plus parler d'organisation du travail ni de

relations professionnelles, histoire de ne pas, malencontreusement, prononcer le mot « syndicat ». Parmi la centaine d'adhérents de l'institut, on trouve BNP Paribas, Carrefour, Dassault, Havas, L'Oréal… mais aussi EDF, La Poste, la RATP et la SNCF. L'institut est dirigé par 3 hommes, compte 10 présidents d'honneur tous burnés et n'a que 3 femmes parmi les 20 membres de son conseil d'orientation. Un petit cours sur la parité, les gars ?

Terra Nova : La gauche de droite

Terra Nova fait partie des rares think tanks à pouvoir s'enorgueillir d'avoir changé les choses. Vous vous rappelez de François Hollande ? Et de Benoît Hamon ? Faites un effort. Eh bien, tous deux ont été désignés par des primaires. L'idée venait, dès 2008, de Terra Nova. Attention, rien que de la très belle plume : l'énarque-HEC-direction du Trésor Olivier Ferrand, fondateur de Terra Nova ; le constitutionnaliste Olivier Duhamel, prof à Sciences Po (le même que celui de l'Institut Montaigne, oui) ; Loïc Blondiaux, universitaire spécialiste de la démocratie directe ; Aurélie Filippetti, alors députée PS, etc. Pour eux, les primaires étaient parfaites, car au lieu de laisser le choix de la candidate ou du candidat « *entre les mains de l'appareil et de ses cadres* », c'est la base qui décide, dans un « *besoin contemporain de personnification de la politique* ». En vérité, obsédés par les États-Unis, nos experts voulaient surtout recentrer les candidats au centre droit, à l'image de ce qui s'est encore produit cette année avec Joe Biden, et de ce qui a exactement eu lieu avec Hollande. Sauf que sa politique très peu de gauche a ensuite fait émerger Benoît Hamon… Échec pour les idées de progrès social dans les deux cas. Mais pas de quoi catastropher les modernes de Terra Nova, qui, dans une note retentissante, expliquaient que la gauche devait abandonner les ouvriers et les employés, électeurs définitivement perdus, pour construire une « majorité culturelle » (« Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? »). En « oubliant » que les classes populaires représentent la moitié de la population. Enfin, pas à l'ENA, pas à Sciences Po, ni à HEC.

L'Institut Montaigne : Si près du pouvoir



Créé en 2000 par Claude Bébéar, ancien patron d'Axa, l'Institut Montaigne, association à but non lucratif, affirme sa vocation : « [élaborer] *des propositions concrètes au service de l'efficacité de l'action publique, du renforcement de la cohésion sociale, de l'amélioration de la compétitivité et de l'assainissement des finances publiques de la France* ». Pourtant, la promiscuité entre Laurent Bigorgne, l'actuel directeur de « Montaigne », et les politiques est un secret de Polichinelle. Ce discret agrégé d'histoire, « spécialiste des questions d'éducation », inspirera directement le volet éducation du candidat Macron à la présidentielle. Pressenti pour occuper le ministère rue de Grenelle, il cédera la place à Jean-Michel Blanquer. Pas si grave. Et puis Blanquer n'est-il pas un proche de l'Institut Montaigne, siégeant au comité directeur de son satellite Agir pour l'école ? En juin 2018, Bigorgne sera aussi nommé membre du Comité action publique 2022 (CAP 22), installé par le Premier ministre pour concevoir « le projet de réforme de l'État ». Rien que ça. Parmi les membres de l'institut, citons Nicolas Baverez (avocat d'affaires), Philippe Wahl (P-DG de La Poste), Olivier Duhamel

(prof à Sciences Po), qui squattent à tour de rôle les plateaux télé, soit en tant qu'expert consultant, soit en tant que responsables économiques. Cette belle structure emploie une vingtaine de permanents et est financée par 160 entreprises, dont Total, Carrefour, Orano (-ex-Areva)… Une superbe association de bienfaiteurs.

Fondapol : Sus à la dette publique !

Vous avez sans doute déjà entendu parler de la « règle d'or budgétaire », ce carcan qui s'impose, en théorie, à l'État depuis 2012, afin de limiter la dette publique, sur le modèle de l'Allemagne. Mais peut-être pas de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol). Pourtant, c'est elle qui a réussi à imposer l'idée que la dette publique était le premier de nos soucis. La Fondapol naît en 2004 et est alors dirigée par feu Jérôme Monod (Suez-Lyonnaise des eaux et grand pote de Chirac). Elle est aujourd'hui présidée par Nicolas Bazire (LVMH, Carrefour, ex-directeur de cabinet d'Édouard Balladur à Matignon) et dirigée par Dominique Reynié, un « politologue » qui donne son avis sur tout tous les soirs dans C dans l'air. En 2011, cette fondation « *libérale, progressiste et européenne* » défendait à fond la réduction des dépenses de santé, via « *la mise en place d'une franchise annuelle à hauteur de 2 % des revenus des ménages* », c'est-à-dire en nous faisant payer plus cher nos médocs et nos consultations. Et ils voulaient aussi « *impliquer davantage les assureurs privés* » notamment. Des visionnaires, quoi.

L'institut Sapiens : L'humanité, ce problème

Chaque semaine, Olivier Babeau décrypte l'air du temps pour la rubrique *FigaroVox*. Il est président du think tank l'Institut Sapiens et est professeur en sciences de gestion à l'université de Bordeaux. Babeau émarge aussi à *L'Opinion,* qui plaît à la jeune droite. Entre deux notes sur le bitcoin et la voiture autonome, Babeau montre sa bobine sur les plateaux des chaînes d'info continue pour marteler son credo : le clivage droite-gauche est dépassé, l'État est un poids et le règne de l'intelligence artificielle (IA) est notre salut. En 2017, conscient de la vogue pour son délire, Babeau crée l'Institut Sapiens, avec un slogan un chouia flippant : « Pour que l'avenir ait besoin de nous ». Il a appelé à l'aide Laurent Alexandre, chirurgien, cofondateur du site Doctissimo et spécialiste autoproclamé de l'intelligence artificielle. Laurent Alexandre, c'est l'homme qui vous explique que les ouvriers d'aujourd'hui vivent mieux que les rois d'hier et sont priés de bien la fermer, que le cancer va disparaître ou que l'homme qui vivra mille ans est déjà né – on espère que ce n'est pas lui. Le garçon, certifié fou dangereux, a son rond de serviette au *Monde* et à *L'Express*. Pour ces grands malades, malheureusement très écoutés, mieux vaut faire confiance aux algorithmes qu'à la démocratie. La crise du Covid, superaccélérateur de la déshumanisation de la société, risque de leur donner raison plus tôt que prévu.